

Chapitre 2 Les années 1920, une décennie de répit et d'illusions.

I-La stabilisation diplomatique.

La situation diplomatique au début des années 1920-1924 peut être résumée comme suit. La France, du fait de son rôle crucial dans la victoire, s'imaginait être redevenue une grande puissance et se prenait pour "le gendarme de l'Europe". Elle se heurtait à l'opposition de la Grande-Bretagne, puissance impériale rivale, tout aussi fatiguée et en proie aux mêmes illusions, et de l'Allemagne, laquelle, quoiqu'ayant conservé l'essentiel de son patrimoine industriel, eut énormément de mal à se reconstruire et à retrouver une place dans le "concert des nations".

Mésentente entre vainqueurs et obstination française expliquent largement la lenteur du retour à la normale, tandis que le retrait volontaire des États-Unis de la scène internationale, après l'échec cuisant de Wilson, et l'apogée des Empires coloniaux, entretenaient l'Europe tout entière dans l'illusion d'une centralité que les réalités économiques auraient dû amener à relativiser : au sortir de la guerre l'Amérique produisait autant que le Vieux Continent tout entier... Mais à cette époque, on manquait de statistiques, et on ne s'intéressait pas beaucoup à l'économie¹.

Quant à la Russie (U.R.S.S. à partir de 1923), elle avait renoncé pour l'instant à exporter sa révolution ; la situation à ses frontières s'était stabilisée en 1920-1921 (le premier traité par lequel elle se reconnut une frontière fut celui de Tartu avec l'Estonie en février 1920 ; avec la Turquie et la Pologne, il fallut attendre 1921). Durant toute la décennie, elle demeura un paria des relations internationales, isolée de l'Europe occidentale par un "cordon sanitaire" de petits pays très anticommunistes. Cependant la France, l'Italie et la Grande-Bretagne finirent par reconnaître le régime des soviets, en 1924 (les États-Unis ne s'y résolurent qu'en 1933) ; surtout, en 1922 l'U.R.S.S. conclut les accords de Rapallo avec l'Allemagne, autre paria².

A) Les difficultés du retour à la normale (1920-1924)

La France et le Royaume-Uni s'opposaient d'abord sur des questions coloniales, plus précisément sur le partage des dépouilles de l'empire ottoman en Méditerranée orientale, l'une des dernières régions ouvertes à la colonisation. Il y eut différentes crises : entre autres, la victoire de Mustafa Kémal, discrètement soutenu par la France, sur les Grecs clients de Londres, entraîna des frictions qui laissèrent des traces ; en revanche, la Grande-

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2.

² Voyez le cours sur la Russie au XXe siècle, au chapitre 6.

Bretagne mit la main sur les gisements pétroliers d'Irak... et hérita de l'imbrogio palestinien, tandis que la France devait se contenter de la Syrie et du Liban³.

Un autre problème lancinant était celui des **dettes de guerre entre alliés victorieux**. L'Amérique était au cœur de cet *imbroglio*, car elle exigeait un paiement rubis sur l'ongle ; mais la France aurait bien aimé que la Grande-Bretagne fît un geste, car elle estimait avoir beaucoup plus contribué à la victoire; argument qui, le danger teuton passé, laissait Albion de marbre. Mais le Royaume-Uni, quoique moins ravagé que la France, était épuisé : son premier souci n'était pas la santé financière de la France, mais d'essayer de sauver la centralité de la place financière de Londres, menacée par New York.

Le troisième problème était le **problème allemand**, qui recouvrait d'ailleurs en partie celui des dettes de guerre, car la France comptait sur les réparations allemandes (prévues par le traité de Versailles, mais le montant n'en avait pas été fixé) pour payer ses dettes. Les Britanniques et les Américains souhaitent un redressement rapide de l'Allemagne, en partie par crainte d'une révolution en Europe centrale et parce qu'ils voulaient un rempart efficace contre l'U.R.S.S., en partie parce qu'ils s'inquiétaient d'une Europe continentale dominée militairement et économiquement par la France. L'économiste britannique John Maynard Keynes (influent auprès de Downing Street) avait souligné, dans son ouvrage *Les conséquences économiques de la paix*, paru en 1919, que si dans le même temps qu'elle en exigeait le paiement rubis sur l'ongle la France, en affaiblissant l'Allemagne économiquement, l'empêchait de se doter des moyens de régler ses dettes et réparations, l'ensemble de l'économie centre-européenne risquait de s'effondrer, et par ricochet celle de la France et du Royaume-Uni.

Mais les scrogneugneux au pouvoir à Paris ne voulaient rien entendre — leur cri de guerre était : "le Boche paiera". La France, surtout après le rejet du traité de Versailles par le Congrès américain (qui la privait d'une garantie automatique d'intervention des puissances anglo-saxonnes en cas d'attaque allemande), avait le sentiment de se retrouver seule face à une Allemagne qui rêvait de revanche et demeurait une grande puissance : soixante millions d'Allemands contre quarante millions de Français, une démographie plus dynamique (et des millions d'Allemands dans les pays d'Europe centrale sur lesquels la France comptait, justement, pour l'aider à contrôler l'Allemagne), une industrie qui avait moins souffert que l'industrie française... Le seul avantage que conservait la France, c'était son potentiel militaire ; mais ce potentiel coûteux ne pouvait être maintenu, et la France ne pouvait être reconstruite, que si l'Allemagne payait régulièrement des réparations substantielles.

Aussi l'on assista à des marchandages sordides à propos des **réparations allemandes**, doublées d'une série de gesticulations intimidatoires gauloises d'allure militariste et impérialiste : la diplomatie française donnait l'impression de se tromper d'époque. En juillet 1920, une conférence internationale se réunit à **Spa**, ville d'eaux belge, pour fixer la part de chaque bénéficiaire des réparations allemandes: on aboutit à 52% pour la France, 22% pour le Royaume-Uni, etc.,

³ Voyez le cours sur le Moyen-Orient.

mais on ne parvint pas à se mettre d'accord sur le montant. Une **Commission des Réparations**, prévue par le traité de Versailles, finit, en mai 1921, par fixer le montant des dites réparations à cent trente-deux milliards de marks-or, payables à raison de deux milliards par an plus une somme annuelle correspondant à 26% du montant des exportations allemandes. Le gouvernement allemand cria au grand banditisme, mais dut s'exécuter. Or à cette date le front des puissances victorieuses contre l'Allemagne était déjà passablement lézardé. En mars 1920, à la suite du putsch de Kapp, les armées française et belge avaient occupé les villes de Francfort, Darmstadt et Duisbourg en Rhénanie, en réplique à l'entrée de la *Reichswehr* dans la Ruhr pour y réprimer de l'agitation communiste; mais devant les protestations britanniques, la France avait très vite dû évacuer ces villes. En mai 1921 les vainqueurs retrouvèrent leur unanimité, il fut même question d'une occupation collective de la Ruhr; mais à partir de l'automne 1921 l'Allemagne, dont la monnaie commençait à se déprécier de plus en plus vite, montra une réticence croissante à payer : considérant que la France abusait du "chèque en blanc" que le traité de Versailles lui avait donné, et que la mauvaise santé de son économie et de sa monnaie était due aux exigences françaises, elle ne voulait payer que si elle y trouvait une compensation dans la relance de son économie, ce qui n'était pas le cas. Les Anglo-Saxons, sous l'influence de Keynes, étaient de plus en plus ouvertement partisans d'un traitement moins dur envers les vaincus⁴.

Les tensions augmentèrent encore en 1922, à la suite de l'échec de la **première conférence de Locarno** (c'est une villégiature suisse, fort à la mode parmi les diplomates d'alors⁵). La Grande-Bretagne et l'Italie acceptèrent de garantir les frontières de la France et de la Belgique, mais refusèrent une clause d'intervention automatique en cas d'agression allemande du type de celle qui avait été négociée à Versailles avec les Anglo-Saxons : les Britanniques avaient exigé en échange que l'on renégociât les réparations allemandes, ce que les Français refusèrent d'envisager. De plus, en juillet 1922, les Britanniques durcirent leur position concernant la dette française : ils en exigeaient désormais le remboursement intégral. À l'été 1922, le gouvernement allemand déclara qu'il était incapable de payer ses dettes et réclama un moratoire de six mois ; la France refusa, sauf si en échange les mines de la Ruhr étaient remises temporairement aux Alliés (c'était ce qu'on appelait la doctrine du "gage productif"). Les relations se dégradèrent sans cesse, la France cherchait un prétexte : un retard de quelques semaines dans une livraison en nature (un chargement de poteaux télégraphiques) le lui fournit. Fin décembre 1922, la Commission des réparations décida par trois voix (celles de la France, de la Belgique et de l'Italie) contre une (celle de la Grande-Bretagne) **l'occupation de la Ruhr**, où les troupes françaises et belges pénétrèrent en janvier 1923.

⁴ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

⁵ Les conférences internationales avaient lieu de préférence dans des villes touristiques, bien pourvues en hôtels vides hors saison ; à l'époque, ce n'étaient pas encore des stations balnéaires, plutôt des villes d'eaux.

La résistance passive des Allemands dura jusqu'en août, avec une longue grève générale, officiellement encouragée par le gouvernement de Berlin qui indemnisa les grévistes, et de spectaculaires sabotages ; dans le même temps, l'hyperinflation réduisit à néant la valeur de la monnaie allemande – en d'autres termes, l'État allemand fit faillite. Poincaré fit appel à des ouvriers et soldats français et belges pour briser la grève, notamment dans les chemins de fer ; comme en 1919, la France encouragea aussi les autonomistes rhénans, pourtant bien minoritaires. L'Allemagne, à bout de souffle, dut céder et mit fin à l'épreuve de force en septembre.

Mais la France était en difficulté, notamment parce que le franc était attaqué sur les places internationales (sous forte influence anglo-saxonne) : elle dut demander un crédit à la banque américaine Morgan. Le gouvernement français finit donc par accepter la réunion d'un comité d'experts présidé par un banquier américain, le général Dawes. Le plan Dawes, négocié en avril 1924, représentait pour la France une demi-capitulation ; elle avait dû accepter un rééchelonnement des versements allemands, qui seraient indexés sur l'état de l'économie allemande ; en revanche, ils seraient garantis par un contrôle allié sur les chemins de fer et les douanes du *Reich* ; ils se feraient en partie en nature (en charbon notamment).

L'affaire de la Ruhr coûta très cher à la France en termes d'image internationale, notamment dans les pays anglo-saxons : l'Allemagne y était perçue comme une victime et l'opinion était révoltée par les excès de la soldatesque et les rodomontades des militaristes français. La France apparaissait comme la puissance la plus dangereuse pour la paix. Mais avec le plan Dawes l'affaire des réparations était réglée, les comptes étaient apurés, même si c'était au détriment de la France ; la porte était ouverte désormais à une autre politique, qu'allait incarner Briand, pourtant partisan du "gage productif" à l'origine (il changea d'avis en 1921).

Autre aspect de la diplomatie française anti-allemande en Europe : l'échec, ou le semi-échec, des alliances "de revers" contre l'Allemagne. Les pays concernés étaient la Pologne (avec laquelle la France signa un traité d'alliance en 1922), la Tchécoslovaquie (le traité date de 1922), la Roumanie (le traité date de 1926), la Yougoslavie (le traité date de 1927). En 1920-1921, les trois derniers de ces pays avaient formé une "petite Entente", destinée à se prémunir contre le ressurgissement d'une Autriche-Hongrie. C'était un retour à la diplomatie la plus traditionnelle, il y avait même des clauses secrètes... Parmi les voisins de l'Allemagne et de l'Autriche, la Hongrie vaincue, furieuse du traité de Trianon, était exclue de ce système ; de toute façon il aurait été impossible de la faire cohabiter avec la Roumanie, qui avait annexé d'importants territoires peuplés de Hongrois.

C'était de la part de la France une vision géopolitique grandiose, mais le projet avait le défaut de s'appuyer sur des États jeunes, instables, pauvres (de plus, la Pologne et la Tchécoslovaquie s'opposaient sur la région de Teschen) ; en réalité, ils avaient bien plus besoin de la France (notamment les trois premiers,

pays du "cordon sanitaire", face à l'U.R.S.S.) qu'ils ne pouvaient l'aider: les alliances de revers représentaient donc une charge nouvelle pour la France, et un très fort risque d'instabilité en Europe centrale⁶. Le *Foreign Office*, très hostile aux Polonais (notamment), considérait ces efforts avec un mélange d'ironie et d'inquiétude. La Grande-Bretagne s'occupait avant tout de conserver le contrôle des ses alliés sur les côtes européennes, les pays scandinaves, le Portugal et la Grèce ; elle avait encore par ailleurs deux colonies en Méditerranée, Malte et Chypre, qui lui servaient de bases navales.

B) La "détente" de la fin de la décennie.

À partir de l'été 1924, le climat général changea. Le président du Conseil du cartel des gauches, Édouard Herriot, fit évacuer la Ruhr en août 1924. Conscients des capacités limitées de la France à imposer des vues trop agressives contre la volonté des Anglo-Saxons, et pariant sur une réforme de la Société des Nations qui la rendrait enfin efficace, Herriot et ses successeurs (y compris Poincaré, l'homme de l'occupation de la Ruhr, revenu aux affaires en 1926 à la faveur de la crise monétaire) cessèrent de jouer les trouble-fêtes sur la scène diplomatique et parièrent sur ce qu'on appelait à l'époque la "**sécurité collective**". La conjoncture économique, au beau fixe, aida beaucoup à la détente diplomatique ; par ailleurs les États-Unis finirent par accepter un rééchelonnement de la dette des Européens, et le système monétaire redessiné à Gênes devenait peu à peu une réalité⁷. Même les petits pays neufs d'Europe centrale semblaient se stabiliser. À partir de 1924, les coups d'État d'extrême-droite et d'extrême-gauche se firent nettement moins nombreux ; si les dictatures polonaise et portugaise se mirent en place à cette époque, ce fut sans effusion de sang, par dégradation progressive des systèmes préexistants. Même en Allemagne, où les opposants à la république de Weimar restaient nombreux, ils n'arrivaient plus à mobiliser les foules.

Les deux symboles de cette "**ère des bons sentiments**" furent l'inalamovible ministre français des Affaires étrangères, Aristide **Briand**, dont l'extrême-droite raillait impuissante le "pacifisme bêlant", et son homologue allemand, Gustav **Stresemann**. Contrairement à Briand, ancien socialiste passé à

⁶ La France avait déjà été entraînée dans des aventures centre-européennes en 1920, à cause de la Pologne. Tout juste indépendante, elle avait attaqué la Russie bolchevique pour obtenir des frontières orientales plus favorables que la ligne Curzon (la frontière établie par l'Entente, ainsi nommé du nom du diplomate britannique qui l'avait tracée d'après des critères linguistiques) ; mais après quelques succès, notamment la prise de Kiev en juillet 1920, la toute jeune armée polonaise s'était vite trouvée en difficulté et il avait fallu que l'armée française intervînt, sous les ordres du général Weygand, pour sauver *in extremis* Varsovie, menacée par l'Armée rouge, et l'indépendance de la Pologne. Finalement, la paix de Riga (signée en mars 1921) aboutit à un compromis très favorable à la Pologne. La France intervint aussi, diplomatiquement, dans l'*imbroglia* silésien en 1921, et obtint péniblement la signature d'un traité d'alliance politique et commerciale entre la Pologne et la Tchécoslovaquie en novembre 1921, l'une des bases de la "petite Entente".

⁷ Voyez le cours d'Histoire monétaire du XXe siècle.

droite, Stresemann, un industriel, était issu de la mouvance politique la plus conservatrice ; comme Briand, il avait eu juste après la guerre des positions plus nationalistes que celles qu'il adopta à partir de 1924. Il visait toujours une révision du traité de Versailles, mais par des moyens pacifiques.

En octobre 1925, une grande conférence diplomatique (sur une initiative britannique) aboutit à la signature du pacte de Locarno, par lequel l'Allemagne reconnut ses frontières occidentales et la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, placée sous la garantie des autres Puissances. En revanche, l'Allemagne refusait toujours de reconnaître ses frontières orientales, à cause de la présence de nombreux Allemands en Pologne et en Tchécoslovaquie : deux pays qui se sentirent "lâchés" par la France... En septembre 1926, en application des dispositions du pacte de Locarno, l'Allemagne fut admise à la S.D.N., où elle obtient un siège de membre permanent au Conseil, ce qui la plaçait sur le même plan que le Royaume-Uni et la France : elle était décidément réintégrée dans le concert des nations. Huit jours après, Briand et Stresemann se rencontrèrent à Thoiry, en France : ils dressèrent de grands projets de coopération économique — un remboursement anticipé des réparations allemandes devait accompagner le retrait de l'armée française de Rhénanie.

Le système de la sécurité collective fut à son apogée en 1927-1928 : une véritable mystique de l'amitié franco-allemande se développa dans les deux pays. En août 1928, ce fut le pacte Briand-Kellogg, par lequel quinze puissances, dont la France, l'Allemagne et les États-Unis, condamnaient solennellement le recours à la force et s'engageaient à rechercher des solutions pacifiques à d'éventuels conflits : la guerre était désormais hors la loi, expliqua-t-on aux opinions publiques ébaubies. Briand avait cherché notamment à faire revenir l'Amérique sur la scène européenne (Kellogg est le nom du secrétaire d'État de l'époque) ; mais le texte signé, quoique élégamment rédigé et tout gluant d'élévation morale, était dépourvu de toute valeur contraignante. En 1929, une nouvelle conférence aboutit à la mise au point du plan Young (du nom d'un expert américain), par lequel les réparations allemandes se trouvaient une nouvelle fois rééchelonnées (elles étaient censées s'échelonner jusqu'en 1988...), en échange de quoi la France s'engagea à retirer ses troupes de Rhénanie en juillet 1930, ce qu'elle fit d'ailleurs : la voie d'une pacification durable de l'Europe semblait ouverte. En 1930, devant l'assemblée générale de la S.D.N., Briand rêvait tout haut à la constitution d'États-Unis d'Europe...

Une ombre déjà cependant à cette réconciliation générale en Europe : l'Italie — le régime fasciste se réclamait d'une éthique de la guerre, laquelle était, selon le peintre futuriste Marinetti, proche du régime, "l'expression la plus parfaite de la race" ; un autre futuriste, le cinéaste Bruno Corradini, avait écrit : « supprimez la lutte et vous supprimerez la vie ». Mussolini rêvait d'une réparation des injustices de l'après-guerre, de grandeur militaire, d'un nouvel Empire circumméditerranéen, d'expansion coloniale, etc. Il réclamait la révision des traités, exprimait publiquement son mépris pour la S.D.N. et pour la "sécurité collective". En 1923, il tenta un débarquement militaire à Corfou (une

île grecque, anciennement britannique (1815-1864), de population mêlée, en face de la côte italienne), mais il fallut rembarquer sous la menace des troupes britanniques en Méditerranée ; l'année suivante, le *Duce* annexa Fiume (voyez au chapitre 1). Les autres grands pays d'Europe ne comprenaient pas le danger qu'il constituait. Après une brève tentative de rapprochement avec la France, en 1926 l'Italie signa avec le Royaume-Uni un accord de partage en "zones d'influences" de l'Éthiopie, pays indépendant et membre de la S.D.N... En 1927-1929, Rome plaça l'Albanie sous protectorat officieux : c'était un camouflet pour la France, protectrice de la Yougoslavie qui lorgnait aussi ces montagnes miséreuses et agitées.

C) L'isolationnisme américain.

Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2. Les lois sur les quotas de 1921-1924 en sont l'une des principales manifestations.

II-La contestation idéologique de l'ordre international.

Les années 1920 marquèrent, pour 70 ans, la fin de l'unité idéologique de l'Occident. Certes, au XIXe siècle elle n'avait jamais été totale : il y avait eu les légitimistes, puis les socialistes – mais vers 1914 les premiers étaient en voie de disparition à l'ouest de la Russie, et les seconds n'étaient au pouvoir nulle part ; ceux qui auraient eu quelques chances d'y arriver à la génération suivante, en Allemagne, en Scandinavie et en Grande-Bretagne, étaient les plus sociaux-démocrates, c'est-à-dire ceux qui étaient le plus proches des valeurs des démocraties libérales. Quant aux idées des Africains ou des Asiatiques, évidemment elles n'avaient aucune traduction politique.

Dans les années 1920, il apparut deux contestations majeures de l'ordre idéologique en vigueur : le fascisme et le marxisme-léninisme. Et elles ne demeurèrent pas limitées à des livres ou à des partis politiques minoritaires, comme le socialisme du XIXe siècle : elles s'incarnèrent dans deux projets politiques tout à fait concrets – ou, plus exactement, elles se construisirent dans le feu de l'action, entre 1920 et 1927-1928 en Italie, en 1914-1930 en Russie puis en U.R.S.S. Deux pays seulement : dans les années 1920, la démocratie n'était pas encore en crise globale en Europe – mais deux pays importants quand même, vers lesquels nombre de regards étaient tournés.

Cependant, le statut de ces deux contestations, à l'époque, n'était pas tout à fait identique. Le marxisme-léninisme était unanimement identifié, par ses partisans comme par ses détracteurs, comme une rupture radicale en matière d'idéologie comme de gestion concrète d'une société ; en revanche, on sous-estima beaucoup la spécificité du fascisme. Beaucoup de conservateurs, notamment, voulurent prendre Mussolini pour un dictateur ordinaire, un homme d'ordre, un conservateur comme eux. Cet aveuglement dura jusqu'au milieu des années 1930 pour la plupart, jusqu'à la fin pour certains ; ce n'est que rétrospectivement que le fascisme nous apparaît nettement comme une

entreprise de contestation radicale de l'ordre ancien, en bonne partie du reste parce qu'il a ouvert la voie au nazisme qui en a radicalisé tous les traits. Dans la dictature de Mussolini, traits "nouveaux" et traits "anciens" se mêlent inextricablement ; ce n'est qu'a posteriori que nous pouvons nous y retrouver, distinguer les concessions au passé (par où le régime de Mussolini rappelait plutôt les démocraties imparfaites du XIXe siècle) de ce qui annonçait l'avenir⁸.

A) L'Italie fasciste.

1) L'arrivée au pouvoir de Mussolini.

Le régime fasciste et le régime nazi ont un point commun essentiel : l'un et l'autre sont arrivés au pouvoir dans le cadre de **procédures politiques formellement régulières**. Certes les élections législatives allemandes de 1932-1933, comme l'appel à Mussolini de la classe politique italienne en 1922, eurent lieu sous une forte pression de la rue, pression largement due aux fascistes et aux nazis ; mais ce fut dans les formes et dans les cadres de la démocratie que des partis d'opposition dont l'idéologie était antidémocratique parvinrent au pouvoir : cela indiquait **une capacité à mobiliser contre la démocratie dans le cadre d'une société démocratique**. Dans les deux cas, les programmes qui valurent leurs succès électoraux aux contestataires étaient de type attrape-tout : ils mêlaient les attaques contre la faiblesse du régime démocratique et sa corruption (et faisaient l'éloge de l'élitisme), l'hostilité au danger marxiste (réel ou supposé) et au capitalisme, l'exploitation de thèmes nationalistes (avec l'exaltation de la violence et de la guerre régénératrice), et des promesses de réformes sociales ; en revanche, différence essentielle, le programme fasciste n'était pas antisémite⁹. Ces programmes s'incarnaient en un homme qui se présentait comme le futur sauveur du pays, l'homme providentiel qui le ferait sortir de la crise où il était plongé.

Contrairement à Hitler, Benito **Mussolini** (1883-1945) n'était pas un homme nouveau en 1919 : avant-guerre, ce fils d'un forgeron et cafetier et d'une institutrice, lui-même (brièvement) ancien instituteur, avait été l'un des chefs de file de la faction d'extrême-gauche révolutionnaire du Parti socialiste italien (juste avant-guerre, il avait dirigé l'*Avanti*, le principal organe du P.S.I.) ; cependant, il n'avait jamais été tenté par l'internationalisme – en Italie la gauche a toujours été nationaliste, à cause de l'épopée du *Risorgimento* et de l'Unité ; en France, l'essor du marxisme était venu corriger ces tendances, mais en Italie la greffe marxiste n'avait pas pris¹⁰. Il s'était rallié à l'Union sacrée en

⁸ La fin de l'aventure a contribué à clarifier les choses : l'alignement sur Hitler, notamment en matière de racisme, à la fin des années 1930 ; la République de Salò).

⁹ Il y manquait aussi les dimensions franchement réactionnaires du programme nazi (l'exaltation des campagnes "éternelles" et le pessimisme aristocratique), destinées à ratisser large dans la droite allemande.

¹⁰ Selon une opposition classique, peut-être un rien mécanique, Proudhon fut l'idéologue de l'artisanat et du prolétariat pré-industriel, et Marx, celui des prolétaires de la grande industrie

octobre 1914, et, un peu comme en France Gustave Hervé, s'était fait le chantre des combats : de ce fait, il avait été exclu du P.S.I. dès novembre 1914¹¹. Il s'engagea, se battit, fut blessé. En mars 1919, très isolé désormais au sein d'une gauche devenue massivement pacifiste, il fonda à Milan un petit groupe assez semblable dans son recrutement aux *Arditi* de D'Annunzio, les **Faisceaux italiens de Combat**, qui s'affirmait à la fois révolutionnaire et fidèle aux leçons et à la mystique de la guerre. On y trouvait des hommes jeunes¹², instables et frustrés, un mélange d'anciens combattants, d'anarcho-syndicalistes et de socialistes attirés par une phraséologie très extrémiste. Mussolini situait son groupuscule à l'extrême-gauche. Le symbole du faisceau lui-même venait de la tradition révolutionnaire du XIX siècle, notamment sicilienne; c'était un symbole "de gauche"¹³.

Jusqu'en 1921, le mouvement fasciste demeura marginal (en partie parce que D'Annunzio occupait le devant de la scène) : en juin 1920 il n'y avait que cent huit faisceaux, regroupant environ trente mille personnes, et les résultats aux élections étaient calamiteux. Le fascisme attirait cependant déjà des intellectuels en mal d'extrémisme, notamment des écrivains et artistes futuristes, parmi lesquels le poète Filippo Marinetti (1876-1954)¹⁴. **Son programme s'inspirait largement des idées anarcho-syndicalistes** et proudhoniennes : proclamation de la République, autonomies locales et stricte limitation du rôle de l'État, gouvernement par le biais de référendums locaux, abolition du service militaire, liberté de presse, de conscience, de religion ; convocation d'une "Constituante internationale des Peuples", désarmement (mais le premier fascisme n'avait rien d'internationaliste, son projet était purement italien) ; confiscation des biens des congrégations ; journée de huit heures, dissolution des sociétés anonymes, suppression de la spéculation boursière et bancaire, impôt sur le capital, participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, réforme agraire (mais il n'était pas question de collectivisme, idée marxiste). Bref, Mussolini chassait sur les terres des socialistes, qu'il considérait comme les siennes : il était bien un socialiste – mais de l'espèce "nationale", par opposition aux

moderne. Le monde pré-industriel était très majoritaire en Italie, sauf dans la vallée du Pô ; Mussolini en était issu.

11 Le P.S.I. suivait alors une ligne modérée : "ni adhésion, ni sabotage".

12 Leur hymne, un ancien chant de soldats devenu plus tard celui de l'Italie fasciste, s'appelait *Giovinetta*. Ce mot signifie "jeunesse"; pour cause d'identification au régime mussolinien, depuis 1945 son usage a décliné au profit de son synonyme *Gioventù*.

13 Le faisceau était à Rome un emblème que portaient les licteurs, c'est-à-dire les appariteurs (gardes d'honneur) qui précédaient les magistrats dans leurs déplacements. Un faisceau, c'est un fagot (en latin : *fascis*) de bâtons liés par une cordelette ; il en émerge une hache. La symbolique est transparente : "l'union fait la force".

N.B. La forme italienne est *fascio*, au pluriel *fasci* ; la forme française "fasciste" est un décalque, et soit donc se prononcer à l'italienne (le "sc" doit se prononcer "ch", non "ss").

14 Le premier *Manifeste futuriste* de Marinetti date de 1909 ; il parut en France, dans *Le Figaro*. Le futurisme était un vitalisme antirationnaliste caractéristique de la génération nietzschéenne, une apologie de la guerre, "seule hygiène du monde", du geste agressif, de la vitesse et du mouvement, en haine de la mesure et de la culture traditionnelle, avec de fortes influences anarchistes.

marxistes qu'il détestait parce que la lutte des classes et l'internationalisme étaient des ferments de dissolution de la nation. Son socialisme à lui était au service de la nation.

Cependant une vague d'agitation secouait le pays : agitation nationaliste (avec l'affaire de Fiume) et surtout sociale (avec notamment des occupations de grands domaines par des ouvriers agricoles). Dans un premier temps, les fascistes soutinrent les grèves et les occupations de terres ; mais en même temps, pour tenter de les récupérer à leur profit, leurs *squadre* (pluriel de *squadra* : "escouades") en chemises noires et fez¹⁵ s'attaquaient aux dirigeants socialistes, légalistes en majorité mais complètement dépassés, ainsi qu'aux responsables syndicaux. Les différences doctrinales avec les socialistes marxistes, dont une partie se disaient désormais communistes¹⁶, s'exaspéraient de la concurrence pour une même clientèle, la classe ouvrière, et débouchèrent rapidement sur des haines inexpiables. Ce fut dans ce contexte que les squadristes, qui étaient d'anciens soldats "brutalisés" par quatre ans de guerre et des paysans (parfois récemment devenus ouvriers ou employés) dépourvus de toute culture démocratique, inaugurèrent des méthodes de combat extrêmement brutales pour l'époque, même si les bolcheviks faisaient nettement pire (mais en Russie les relations sociales avaient toujours été bien plus dures) et si en ce domaine comme en d'autres l'élève Hitler dépassa largement son maître : des incendies, des attentats. On n'avait jamais vu cela avant 1914 : avec la violence des communistes et des anarchistes italiens, elle aussi nouvelle (et moins brutale, mais inquiétante surtout au vu de ce qui se passait au même moment en Russie), cela surprit et affola la classe politique et les élites, habituées à contrôler le peuple par des méthodes traditionnelles (essentiellement le clientélisme) exemptes de violence ouverte.

Dès l'automne 1920, la violence des fascistes commença à porter des fruits paradoxaux : une partie des élites et hommes d'ordre se jeta dans les bras de Mussolini, par terreur du communisme (pourtant, la vague révolutionnaire était déjà en train de refluer, mais la pétoche était intacte). C'était qu'il partageait avec eux la haine de l'"Ancien Régime" (la monarchie orléaniste semi-démocratique) et le fanatisme nationaliste, qu'il prétendait rétablir l'ordre. Ils firent le pari stupide qu'il serait possible de le contrôler, quitte, plus tard, une fois qu'il aurait fait le sale boulot, à intégrer le fascisme à la vie politique italienne comme on avait intégré les socialistes modérés avant 1914. Les fascistes acquirent une popularité croissante parmi les nombreux Italiens hostile à la révolution marxiste, dans la bourgeoisie bien sûr, mais aussi chez certains ouvriers et paysans (à commencer par les catholiques ;

¹⁵ La coiffure turque de l'époque : c'était un héritage de guerres coloniales (en 1911-1912, l'Italie avait conquis sur la Turquie ce qui est aujourd'hui la Lybie). De même, les chefs des *squadre* étaient surnommés les "ras", du nom des chefs féodaux abyssins (en 1895-1896, l'Italie avait fait une tentative malheureuse pour conquérir l'Abyssinie, l'actuelle Éthiopie ; elle s'était installée en Érythrée et en Somalie).

¹⁶ Le parti communiste italien (P.C.I.) naquit en janvier 1921, au congrès de Livourne. Bien entendu, la scission communiste affaiblit beaucoup le P.S.I.

mais aussi tout simplement les nationalistes, nombreux dans tous les milieux). Cela permit au parti fasciste de sortir de son ghetto et de commencer à recruter dans toutes les classes sociales, ce qui confortait le discours mussolinien sur l'unité retrouvée de la nation¹⁷. Les militants affluaient, l'argent aussi (le patronat et les propriétaires fonciers s'intéressaient de plus en plus à Mussolini), tandis que l'échec de D'Annunzio à Fiume éliminait le principal concurrent.

Le programme des fasci s'infléchit rapidement : sans abandonner la rhétorique populiste d'allure socialisante, il faisait de plus en plus de place aux thèmes nationalistes. Ce fut alors la terreur contre la gauche révolutionnaire, le règne du *manganello* (le gourdin) et de l'huile de ricin¹⁸, les grèves brisées, les bourses du travail attaquées... La gauche perdit rapidement pied, d'autant qu'elle était toujours incapable de s'unir (les communistes, dans une logique révolutionnaire, s'attaquaient violemment aux modérés) ; le régime monarchique était dépassé, lorsqu'il n'était pas complice. Le caractère militaire des *fasci* et des autres officines mussoliniennes (il y avait notamment des ligues agraires fascistes) était de plus en plus prononcé.

Les fascistes ne se percevaient absolument pas comme des conservateurs mais comme des révolutionnaires, au sens que les durcissements des années d'avant-guerre, puis la révolution russe avaient donné à ce mot : la révolution, c'était la table rase, la violence régénératrice, indispensable pour en finir avec un monde irrémédiablement pourri. Ils se posaient comme les porteurs de valeurs nouvelles d'action, de dynamisme, de courage physique, etc. ; ils affichaient leur volonté de balayer les élites en place (ce discours visait essentiellement les élites politiques, mais épargnait largement les patrons) ; le tout au nom de la nation, qu'il fallait régénérer, et pour cela d'abord réconcilier — de ce fait, ils ne s'attaquent pas aux classes dirigeantes, à l'exception de quelques symboles, mais acceptaient volontiers leur collaboration lorsqu'elles acceptaient de se mettre à leur service.

Cette poussée terroriste s'accompagna de premiers succès électoraux en 1921 (trente-cinq députés fascistes furent élus). Alors Mussolini dut choisir entre une stratégie axée sur la victoire électorale et l'accession au pouvoir dans la légalité, et une stratégie d'action violente, de renversement du régime par la foule (ce qu'on appelait dans les milieux fascistes "la marche sur Rome", en référence à César). Or cela ne s'était jamais produit dans l'Histoire moderne de l'Europe, à l'exception de la révolution de février 1917 en Russie, laquelle n'avait débouché que sur l'anarchie (même la révolution d'Octobre n'avait été qu'une mise en scène). Aussi Mussolini choisit la première option, malgré l'hostilité d'une partie de sa base ; il craignait aussi que la violence fasciste, qu'il contrôlait mal, ne finît par indisposer les gens d'ordre. En novembre 1921, les fasci se

¹⁷ Sur ces points cruciaux, je ne suis pas l'historiographie traditionnelle, qui fait du fascisme, à partir de l'automne 1920, une force essentiellement bourgeoise, les prolétaires ne lui servant que de masse de manœuvre. Cela correspond à une divergence fondamentale : je ne crois pas aux déterminismes sociaux en Histoire politique.

¹⁸ Destinée à provoquer de spectaculaires diarrhées (en public) : il peut être aussi efficace d'humilier que de tuer.

transformèrent en un parti politique, dont le programme était désormais des plus prudents : il prétendait protéger la propriété privée ; les mesures sociales qu'il réclamait (la constitution de syndicats "nationaux", l'interdiction des grèves dans les services publics) étaient ambiguës et pouvaient fort bien convenir aux conservateurs. En revanche, l'aspect "revanchard", nationaliste du fascisme était de plus en plus hypertrophié. Les patrons ayant évidemment tendance à favoriser les syndicats fascistes "nationaux" par rapport aux syndicats révolutionnaires internationalistes, et une adhésion à un syndicat fasciste valant adhésion au parti fasciste, les effectifs explosèrent : sept cent mille fascistes en juillet 1922. Les anciens squadristes, cependant, étaient fort mal contrôlés, ce qui mit Mussolini en difficulté. Mais en ce même mois de juillet 1922, une tentative de la gauche pour organiser une grève générale antifasciste échoua, malgré le ralliement des communistes au mot d'ordre. Les fascistes, prétendant se substituer à l'État pour maintenir l'ordre, prirent d'assaut les bourses du travail et les sièges des syndicats, et, au terme de batailles rangées qui durèrent parfois plusieurs jours, forcèrent les grévistes à reprendre le travail.

Les centristes libéraux-conservateurs au pouvoir, complètement paralysés par leurs divisions et inconscients des enjeux, jetèrent l'éponge : la voie était libre pour Mussolini, qui posait au modéré – après un vote de l'Assemblée, en octobre 1922, avant même les élections législatives, le roi lui confia les rênes du pouvoir. La classe politique ne broncha pas. La fameuse "marche sur Rome" promise par Mussolini et que les fascistes avaient commencé à organiser, plus à titre d'intimidation que de tentative réelle de révolution, se transforma en une parade triomphale *a posteriori*.

Puis, en un peu plus de deux ans, Mussolini, qui n'avait toujours que trente-cinq députés, finit d'éliminer la gauche, en recourant à la violence et à l'intimidation (en juin 1924, le secrétaire général du P.S.I., Giacomo Matteotti, né en 1885, fut assassiné dans des conditions sordides¹⁹) mais aussi en profitant de ses divisions et de ses erreurs (à la suite de l'affaire Matteotti, une centaine de députés d'opposition "se retira sur l'Aventin", comme la plèbe romaine aux heures de la lutte contre le patriciat, c'est-à-dire qu'elle refusa de participer à la vie parlementaire : cela permit à Mussolini de faire voter des mesures d'exception à son gré). Le centre se rallia ou se coucha. Les fascistes obtinrent 65% des voix aux élections d'avril 1924. Toute opposition fut mise hors la loi en janvier 1925. En décembre, Mussolini obtint les pleins pouvoirs. En novembre 1926, à la suite d'une tentative d'assassinat contre le *Duce*, les "lois fascistissimes" mirent fin à toutes les libertés démocratiques.

2) Principaux traits du régime fasciste.

Le régime fasciste a évolué : il faut distinguer une phase d'installation (1922-1926), une phase "de croisière" (1926-1936), une phase de fuite en avant et

¹⁹ Un moment, cet assassinat, dû semble-t-il à des squadristes incontrôlés qui avaient outrepassé les ordres, déstabilisa Mussolini.

d'alignement progressif sur l'Allemagne hitlérienne (1936-1943), plus la République de Saló, régime fantoche dirigé par Mussolini dans la partie nord de l'Italie, sous occupation allemande, dans la dernière phase de la guerre (1943-1945), après son évasion de la prison où le roi Victor-Emmanuel III l'avait mis après l'avoir déchu en juillet 1943. Même si cette dernière phase est celle où les potentialités totalitaires du régime s'exprimèrent le mieux, je la laisse de côté, car c'est un régime avorté ; et votre programme étant ce qu'il est, je n'insiste pas sur l'évolution chronologique et me contente d'une description globale des principaux traits du régime.

Le régime fasciste n'était pas un régime conservateur, même si on lui a reproché d'avoir, en pratique, beaucoup conservé du pouvoir des élites traditionnelles, catholiques, terriennes et bourgeoises – mais ce n'était pas faute d'ambitions de rupture : il me paraît impossible d'analyser Mussolini comme une simple ruse de ces élites pour continuer à contrôler le peuple. Le régime mussolinien avait une dynamique propre vis-à-vis des milieux conservateurs qui avaient contribué à l'amener au pouvoir ou l'avaient laissé prendre le pouvoir par désaffection envers la monarchie parlementaire et peur de la révolution marxiste. Certes ces milieux conservèrent un certain contrôle sur les événements, bien plus qu'en Allemagne nazie ; mais l'essentiel, c'est que le fascisme se réclamait d'une idéologie révolutionnaire, d'un désir de changer et non de conserver (la société, les mentalités, l'ordre international) – et de changer en allant de l'avant, pas en restaurant l'ordre ancien à la manière des légitimistes –. Il proclamait la prééminence du groupe (la nation) sur les individus et se proposait une mobilisation permanente de toutes les énergies au service de la collectivité (l'Italie) : il ne demandait pas seulement le conformisme, l'obéissance, mais l'adhésion, l'enthousiasme, le fanatisme ; il cherchait à intervenir dans la vie privée des individus. Dans les années 1920, de telles ambitions étaient neuves (tout du moins hors des frontières de l'U.R.S.S., voyez la sous-partie suivante).

Le régime fasciste se définissait comme un régime corporatiste, c'est-à-dire qu'il prétendait rompre avec l'individualisme démocratique et libéral et réorganiser la nation italienne sur la base d'un consensus social dynamique fondé sur le dialogue dans la discipline, sans références aux corporations, aux pouvoirs locaux ni aux corps intermédiaires d'Ancien Régime, mais plutôt à certaines traditions du syndicalisme européen – en gros, du Proudhon gauchi par l'anarcho-syndicalisme révolutionnaire de la Belle Époque, puis par les théoriciens radicaux issus de cette mouvance, comme Sorel. Il ne s'agissait pas d'un syndicalisme de lutte des classes, comme celui que les marxistes tentaient d'imposer en Allemagne et en France (pour les fascistes, la lutte des classes dissolvait la communauté essentielle, à savoir la nation) ; ni d'un syndicalisme de consensus et de "cogestion" de la société capitaliste, comme en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le syndicalisme tel que les fascistes l'entendaient visait à reconstruire la société sur des bases coopératives, à calquer l'organisation politique de la société sur celle des unités de

production, à susciter des "fédérations agricoles-industrielles"²⁰ au sein desquels patrons, ouvriers et cadres négocieraient sur un plan d'égalité pour le bien de tous. Bref, retrouver l'harmonie de la nation dissoute par le capitalisme, le libéralisme et la démocratie, mais sans revenir au passé pré-industriel : au contraire, intégrer la classe ouvrière à la société, mais par le consensus, non par la lutte. La principale différence avec Proudhon, héritée à l'évidence de la "mentalité de caserne" des soldats brutalisés par les tranchées, c'était que cette négociation permanente, cette collaboration des classes, était censée se faire sous l'égide d'un État bienveillant et tout-puissant (alors que Proudhon était de sensibilité anarchisante), dans le respect des hiérarchies sociales "naturelles" (Proudhon n'insistait pas trop là-dessus, au contraire une partie de la tradition proudhonienne était fort libertaire et hostile à toute hiérarchie) et au service d'un projet d'essence nationaliste (Proudhon était fort cocardier, xénophobe et même passablement antisémite ; mais le nationalisme n'occupait pas une place centrale dans son projet).

Les syndicats de lutte furent dissous et les syndicats fascistes reçurent une reconnaissance officielle ; ils constituaient (en théorie du moins) la colonne vertébrale du régime. L'adhésion y était obligatoire, sauf pour les fonctionnaires qui n'avaient pas le droit de se syndiquer. Ils étaient structurés en vingt-deux "corporations" ou branches professionnelles, placées sous le contrôle direct de l'administration et du parti fasciste (il existait un ministère des Corporations). Les représentants syndicaux étaient désignés, en théorie par les adhérents, selon des procédures contrôlées par les représentants de l'État et du Parti. À l'intérieur de chaque corporation, au syndicat ouvrier correspondait une organisation patronale censée discuter et négocier avec elle. Grèves et *lock-out*²¹, censés ne plus servir à rien, étaient interdits ; il existait toute une hiérarchie d'instances d'appel en cas de conflit. À l'échelon local, des conseils intersyndicaux réunissaient des représentants des organismes ouvriers et patronaux des entreprises de toutes les branches. Les syndicats avaient des pouvoirs étendus en matière de fixation des salaires et des conditions de travail (sous l'égide du régime, mais ils étaient les seuls représentants des ouvriers dans les négociations), et aussi d'attribution d'avantages en tout genre: logements, aide sociale, produits rationnés, billets pour des spectacles, places dans les villages de vacances fascistes... Les élections aux Chambres, maintenues avec un rôle purement consultatif, se faisaient sur la base de "listes de

²⁰ Expression de Proudhon : c'est moi qui la plaque sur le contexte italien.

²¹ Un *lock-out*, c'est en quelque sorte une grève patronale : il y a *lock-out* quand le patron ferme son usine pour faire pression sur les ouvriers. Évidemment la symétrie entre grèves et *lock-out* était totalement factice : il y a très peu de *lock-out*, parce que les patrons ont bien d'autres moyens de pression efficaces. Tout aussi factice, pour les mêmes raisons, était l'égalité entre ouvriers et patrons au sein des corporations fascistes, d'autant que le principe d'autorité faisait qu'en pratique la raison des patrons l'emportait systématiquement sur celle des ouvriers – lesquels, du reste, n'étaient "représentés" que par des fonctionnaires du régime.

confiance" (uniques évidemment) proposées par les corporations: c'était important pour la propagande du régime.

Les syndicats, seuls médiateurs des conflits sociaux, étaient censés protéger l'ouvrier en même temps qu'ils exigeaient son adhésion idéologique totale : ils étaient au service d'une idéologie, d'un projet collectif (national) qui dépassait la classe ouvrière. Le discours du régime était des plus ouvriéristes : Mussolini donnait aux ouvriers du "camarades", les flattait dans ses discours. Le fascisme se flattait d'importantes réalisations sociales ; le niveau de vie des ouvriers italiens s'améliora légèrement. Mais l'encadrement du régime, syndicats compris, n'appartenait pas à la classe ouvrière ; le capitalisme, condamné en paroles, subsista pour l'essentiel.

Le régime mussolinien n'était pas seulement un régime corporatiste : c'était aussi un régime d'ordre – contre l'anarchie démocratique et la subversion marxiste. Le corporatisme visait à liquider les ferments de désordre, à inculquer aux ouvriers comme aux patrons une discipline, d'une "bonne conduite fasciste", à les pénétrer d'une "mission morale et nationale" commune. L'ordre était nécessaire aux grandes choses; le régime se vantait de ce que désormais les Italiens pouvaient dormir *porte ouverte*, "portes ouvertes"²², et de ce que "les trains arrivaient à l'heure". La peine de mort, abolie en 1890, fut rétablie au milieu des années 1930. Les agités des Chemises noires se transformèrent rapidement en une milice au service de l'ordre fasciste ; les plus instables et les plus violents furent éliminés – en 1923, la Milice reçut un statut légal : c'était un véritable armée partisane, qui compta jusqu'à sept cent mille hommes et faisait concurrence à l'armée italienne (ainsi elle prit part à la guerre d'Éthiopie). Tout cela, évidemment, enchantait ceux qui avaient suivi le fascisme par conservatisme : le fascisme déçut nettement moins les conservateurs italiens que le nazisme les conservateurs allemands, car l'ordre l'emporta bien plus nettement sur les dynamiques révolutionnaires affichées.

Régime d'ordre, le régime fasciste était également un régime très personnalisé – l'un et l'autre ne vont pas forcément ensemble, comme le montre l'exemple des dictatures militaires "sans visage" de l'Argentine et de l'Uruguay des années 1970 (1976–1982 et 1973–1985 respectivement), dirigées par des juntas. Ce trait ne venait pas des traditions socialistes, ni proudhoniennes ni marxistes, mais des traditions monarchistes, plus précisément bonapartistes, revivifiées par le culte nationaliste de l'"homme providentiel" restaurateur de la nation avilie par la démocratie, tel que le boulangisme en avait fondé la tradition en France (en Italie il n'y avait pas eu d'épisode de ce genre, ni de coups d'État militaires à l'espagnole, et la monarchie orléaniste d'avant-guerre n'était pas exactement un pouvoir fort ; mais le mythe du héros charismatique était bien implanté dans la gauche nationaliste, où l'on admirait l'énergie de Mazzini et de Garibaldi – Mussolini, nous l'avons vu, venait d'un socialisme très influencé par la geste nationaliste, qui en Italie était une geste de gauche).

²² Slogan repris par l'écrivain Leonardo Sciascia (1921–1989) pour titre d'un de ses romans, publié en 1987.

Mussolini avait inventé, pour désigner l'homme à la tête du régime, un mot nouveau, *Duce* ("guide"), un mot qui n'évoquait absolument pas les monarques traditionnels, arbitres bienveillants au service de la conservation des structures sociales et de la volonté divine ("roi" vient de *regere* qui veut dire : régir, gérer), et qui allait bien plus loin que des mots comme "prince", "chef", "*caudillo*" ("chef" vient de *caput*, "la tête" ; *princeps* veut dire "le premier"). Le mot *Duce* vient de *ducere* qui veut dire "guider", "conduire"²³ ; le mot connote le mouvement, le dynamisme.

Il y avait toute une propagande, un "culte de la personnalité"²⁴ du *Duce*. Mussolini était "l'homme qui faisait arriver les trains à l'heure", "l'homme qui ne dormait jamais" (symboliquement, la lumière restait allumée toute la nuit dans son bureau) ; "celui qui sait et qui voit tout, celui qui lit les yeux fermés dans les cœurs humains"... Un célèbre slogan apparu en 1927 affirmait : "*Mussolini ha sempre ragione*" – "Mussolini a toujours raison". Comme on était en Italie, le pays de la sensualité méditerranéenne, du nu pictural et sculptural, du baroque, et comme par ailleurs le *Duce* était jeune, bel homme et adorait les contacts humains, cette propagande était très "charnelle", parfois à l'extrême limite du sensuel, ce qui contrastait avec la propagande hitlérienne (mais annonce la gestion de la politique par l'image, y compris dans les démocraties, dans la seconde moitié du XXe siècle). L'homme Mussolini, son corps, étaient sans cesse mis en spectacle, souvent dénudé, image de force et d'énergie (en train de se livrer à des exercices sportifs, de faire les récoltes, etc.). Les discours du *Duce* étaient des spectacles où l'on venait acclamer un acteur, physiquement présent et qui payait de sa personne avec ses gestes théâtraux, ses poses fameuses (le "menton mussolinien"), avec ces dialogues où "l'homme debout" dominait la foule "féminine"²⁵ (une idée reprise à D'Annunzio) – en revanche Mussolini prenait peu de bains de foule, rite par trop démocratique : le *Duce* n'était pas un homme comme les autres, mais un dominateur ; un homme sorti de la foule, pas un homme parmi la foule. Ces discours étaient aussi des espèces de kermesses où l'on entendait des orchestres, les chants des Chemises noires, où l'on admirait les cortèges des organisations du Parti sur la *Via dei fori imperiali*, voie sacrée du régime.

Mussolini était premier ministre, chef du gouvernement, secrétaire d'État: au-dessus de lui, il n'y avait qu'une seule autorité, celle du roi, qui jusqu'en juillet 1943 n'essaya jamais de faire contrepoids. Le *Duce* nommait les ministres (et collectionnait les portefeuilles : jusqu'à sept en même temps !). Il avait l'initiative exclusive des lois et le droit de légiférer par décrets-lois : bref, il détenait l'intégralité des pouvoirs exécutif et législatif. Au-dessous de lui, il existait un Grand Conseil fasciste, reconnu à partir de 1928 comme partie intégrante des institutions (c'était la première fois, hors U.R.S.S., qu'une structure partisane et idéologique faisait irruption dans les institutions d'un

²³ C'est la racine latine qui a donné aussi les mots "duc" et (à Venise) "doge"; mais Mussolini ne se référait pas à ces deux mots.

²⁴ Attention: cette expression est née en référence au stalinisme.

²⁵ Expressions de Robert Brasillach, concernant Hitler.

pays). C'était l'organe suprême de l'État ; il réunissait les membres éminents du Parti, les ministres, les hauts fonctionnaires, Mussolini devait lui soumettre les lois constitutionnelles. En théorie il exprimait la volonté du fascisme, laquelle s'incarnait en celle de son *Duce*, mais du point de vue idéologique le régime fasciste était nettement moins personnalisé que le régime nazi (Mussolini n'avait pas proclamé l'équivalent du *Führerprinzip* nazi) : en juillet 1943, le Grand Conseil finit par désavouer la conduite du *Duce*, prétexte dont le roi s'empara pour le destituer – une telle procédure était impensable en Allemagne, où d'ailleurs il n'existait aucun organe suprême du parti nazi. Quant aux **Chambres**, reliques du régime précédent, elles subsistèrent jusqu'en 1939. Elles n'avaient qu'un rôle consultatif et "représentatif", au sens corporatiste du mot ; les listes de candidats (uniques) à la députation étaient établies par le Grand Conseil sur proposition des corporations. Le régime, à propos des "élections" au Parlement, parlait de "procédure plébiscitaire". Toute forme d'autonomie administrative locale avait disparu.

Mais les choses allaient au-delà d'une simple dictature personnelle avec culte du chef, phénomène somme toute assez banal. Le fascisme était une idéologie ; l'État fasciste était un État "éthique, religieux et social" (selon un dignitaire du régime, en 1928), dont le but était la création d'un homme nouveau – et non de restaurer l'homme de jadis menacé par la modernité. Le fascisme exigeait une adhésion fanatique, quasi religieuse, qui apparaît bien dans l'un des plus fameux slogans mussoliniens : "croire, obéir, combattre". De même, en 1927, le régime rassembla les commandements du *Duce* en un *Livre de la foi*. Il ne s'agissait pas du tout d'une doctrine intellectuelle comme le marxisme-léninisme : Mussolini n'a laissé aucun ouvrage notable, même pas l'équivalent de *Mein Kampf*. Le fascisme haïssait l'intellect, la réflexion. L'homme fasciste n'était pas défini par des idées, des actes, ni même une profession de foi ni une utilité sociale, mais d'abord par un "style" : énergie, rapidité, dynamisme, efficacité, décision, par opposition à la bourgeoisie ventripotente et décadente, aux élites immobilistes et pourries de la monarchie parlementaire. Un slogan typique du régime, censé résumer la "manière d'être" fasciste : *Ne me frego* ("je m'en fiche"). Les dirigeants devaient donner l'exemple de ce dynamisme, au point de devoir se soumettre (en 1938) à des épreuves sportives (saut en longueur, équitation, natation) ! Les défilés officiels au pas de gymnastique donnaient des résultats inégalement convaincants, d'autant qu'en pratique le personnel politique du régime ne se recrutait pas entièrement parmi de jeunes gens minces et vigoureux²⁶.

Tout une symbolique fasciste, en bonne partie reprise des folklores nationalistes et socialistes du XIXe siècle, devait imprégner le pays de nouveauté, d'énergie, de vitalité. En 1926, le régime instaura un calendrier fasciste (une idée reprise évidemment du calendrier révolutionnaire français) : l'"ère fasciste" commençait à la Marche sur Rome, l'épisode le plus "martial" de la geste. En pratique, il ne parvint

²⁶ Le pas de l'oie, en revanche, n'apparut que très tard et sous l'influence allemande; il fut rebaptisé "pas romain".

pas à s'imposer dans ce pays catholique. Le fameux salut fasciste était une reprise, en plus viril, du salut romain (il était obligatoire pour les officiels et les membres du parti fasciste : serrer la main était tenu pour un acte de mollesse punissable). Le message intellectuel, éthique et culturel du régime s'exprimait dans le cri : *Eia, eia, eia, a la la !* Le fascisme tenta même de remodeler la langue italienne, notamment d'imposer le tutoiement et le vouvoiement (le *voi*, symbole du respect des hiérarchies nouvelles, usage viril né dans l'armée romaine du Bas-Empire) et de lutter contre les formes de politesse à la troisième personne (le *lei*), considérées comme serviles et par ailleurs d'origine étrangère (ce sont des usages espagnols : l'Espagne avait longtemps possédé Naples et la Sicile).

Pour mener à bien ce projet, Mussolini avait emprunté à Lénine et aux bolcheviks leur idée la plus féconde : le parti unique, instrument fort efficace de contrôle et de mobilisation d'une société au service d'une idéologie — de n'importe quelle idéologie²⁷. Le parti fasciste avait été repris en main et sévèrement épuré à la fin des années 1920. Il était défini comme "une armée de croyants et non une masse d'associés", comme une élite à partir de laquelle devait s'effectuer la transformation en profondeur de la nation, comme une aristocratie politique hiérarchisée "sous la Lumière du génie" (Mussolini, tout comme Lénine, avait reçu la carte numéro un). Les membres du Parti étaient en théorie soigneusement sélectionnés et soumis à de strictes règles de comportement et d'"hygiène physique et mentale". Ce n'était pas un organisme privé mais une "milice au service de l'État fasciste" : le secrétaire était nommé par le roi sur proposition de Mussolini (dans les années 1930, c'était Achille Starace). Nous l'avons vu, le Grand Conseil, qui en était l'organe suprême, dominait les institutions. La fascisation des cadres sociaux et administratifs, qui ne fit que s'accroître, aboutit à une interpénétration profonde entre le politique, l'administratif et le judiciaire : ainsi les préfets, les diplomates, les magistrats, les instituteurs devaient être membres du Parti, et ils n'avaient pas droit à la neutralité idéologique dans l'exercice de leurs fonctions. À partir de 1938, tous les fonctionnaires portèrent un uniforme. Dans la réalité, peu à peu les arrivistes prirent le dessus : à la fin des années 1930, la carte du Parti était surnommée *la tessera del pane*, la "carte du pain", car elle donnait accès au rationnement dans des conditions privilégiées²⁸.

²⁷ Emprunt tout à fait explicite et revendiqué. Évidemment, le parti fasciste descendait des groupuscules révolutionnaires du XIXe siècle, comme il y en avait dans toute l'Europe, pas seulement en Russie ; mais ce sont bien les bolcheviks russes qui, dès avant 1914, ont fait la théorie du Parti, "avant-garde du prolétariat" (à cette époque, ils appartenaient à la même mouvance socialiste révolutionnaire que Mussolini). Après avoir pris le pouvoir, ils furent les premiers à adapter cette structure à la gestion et à la mobilisation de toute une société : un succès éclatant, maintes fois imité au XXe siècle.

²⁸ Dans le manuel que j'ai utilisé, Pierre Milza insiste sur le fait que le parti unique était une structure de pouvoir plus importante en Italie fasciste qu'en Allemagne nazie, où l'on pouvait très bien occuper une place centrale dans le régime sans être membre de la N.S.D.A.P. De manière générale, le nazisme était une dictature bien moins institutionnalisée que le fascisme.

Le Parti avait pour mission essentielle d'enrégimenter la population, avec toute l'ambiguïté caractéristique de ce genre d'entreprise (rassembler, mais aussi isoler face à l'État, notamment par la liquidation de toutes les formes alternatives d'organisation, de tous les espaces de sociabilité volontaire). Il s'agissait de priver les Italiens de toute autonomie dans leur existence sociale, et même de réduire leur intimité autant que possible, afin d'en faire des êtres essentiellement politisés, des soldats au service d'une idée, de simples cellules du nouvel organisme social.

La jeunesse était la cible privilégiée de l'enrégimentement, car elle représentait l'avenir et car le fascisme était une idéologie "jeunisme" : elle était encadrée par l'organisation de jeunesse du Parti, l'*Organizzazione nazionale Balilla*. Les enfants des deux sexes de quatre à huit ans faisaient partie des "Fils de la Louve". À huit ans les garçons entraient dans les *Balille* (pluriel de *Balilla* — c'est le nom du "Bara italien", un jeune Génois qui en 1746 avait donné le signal d'une révolte contre les Autrichiens). En uniforme, parés d'armes factices, ils participaient à des défilés et à des parades, à des entraînements militaires et à des exercices de culture physique, à des colonies de vacances aux activités fort martiales. C'était bien plus que du scoutisme : on cherchait à les pénétrer du sens de la collectivité, de l'agressive vitalité des guerriers antiques et des valeurs de la révolution fasciste, qu'ils prêtaient le serment de défendre avec leur sang. Il s'agissait d'inculquer une idéologie, de créer des espaces de sociabilité extra-familiaux, politisés. Les petites filles étaient enrôlées dans les "Petites Italiennes". À l'âge quatorze ans, les garçons passaient dans les rangs des *Avanguardisti* et les filles dans ceux des "Jeunes Italiennes" — toutes organisations encadrées par des membres de la Milice. À dix-huit ans, tous étaient enrôlés dans les Jeunesses fascistes, ce qui donnait lieu à une grande cérémonie imitée de l'Antique, la *leva fascista*. L'adhésion à tous ces groupes n'a jamais été strictement obligatoire, mais elle était fortement conseillée (le scoutisme, principale alternative, fut interdit en 1931) et presque tous les enfants italiens faisaient partie de ces mouvements. Cela ne plaisait guère aux catholiques; mais ils toléraient la situation, d'autant plus qu'en pratique l'endoctrinement fasciste n'était pas très efficace.

Distincts de l'O.N.B., il existait aussi des Groupes universitaires fascistes pour les étudiants (et les professeurs — toujours le corporatisme). En revanche, comme on était en Méditerranée, il n'y avait pas d'organisation spécifique pour les femmes adultes, priées de rester à la maison pour faire les pâtes. Les loisirs des travailleurs adultes étaient encadrés par l'*Opera nazionale Dopolavoro*, qui mit sur pied tout un système de voyages organisés, de manifestations culturelles, etc. : l'accès des prolétaires italiens au tourisme et à l'opéra était l'un des *leitmotive* de la propagande mussolinienne.

L'enseignement ne pouvait être que fasciste, il devait relayer une propagande: « le gouvernement exige que toute l'école, à tous les degrés, dans tout son enseignement, éduque la jeunesse italienne à comprendre le fascisme et

Milza irait presque jusqu'à parler d'une dépolitisation du parti fasciste, soumis aux directives d'un État qui laissait une large place aux technocrates ; il n'y eut rien de tel en Allemagne nazie.

à vivre dans le climat historique créé par la révolution fasciste », disait la Constitution. Ce fut dans l'enseignement primaire que la fascisation alla le plus loin (les instituteurs faisaient cours en chemise noire) ; mais à tous les niveaux il était obligatoire de faire de temps en temps des leçons spéciales pour exalter le *Duce*. La culture physique occupait une place de plus en plus importante dans les programmes, ainsi que diverses "activités utiles à la communauté" (les écoliers étaient mis au travail dans les usines, participaient aux récoltes – une main-d'œuvre peu efficace, mais gratuite !). Les professeurs d'université, qui n'étaient pas tous fascistes, étaient astreints à un serment ; il existait évidemment des chaires de fascisme, d'Histoire fasciste (la grande figure du régime en ce domaine était Giovanni Gentile), etc.

Le régime fasciste fut l'un des premiers, avec le régime bolchevik, à saisir l'importance des mass-média pour remodeler l'esprit d'une population ; il faut dire que c'était la première génération des média modernes, la presse, le cinéma (apparu en France en 1895) et la radio (apparue aux États-Unis en 1920 en tant que média commercial ; la télévision n'existait pas encore). Il existait un ministère de la Presse et de la Propagande (rebaptisé en 1937 Ministère de la Culture populaire, "**Minculpop**" – un sigle à la soviétique), qui donnait des instructions aux média (quels sujets traiter et comment, avec quelle typographie, sur combien de colonnes ; quels sujets éviter). Il n'y avait plus de presse indépendante du régime ; la carte du Parti était obligatoire pour écrire dans la presse, les journalistes étaient encadrés par un syndicat. La radio, monopole d'État à partir de 1927, véhiculait toute une sous-culture fasciste, parfois par des moyens explicites (des émissions de propagande et de mobilisation, des retransmissions des discours du *Duce*, etc.) mais aussi par le biais des émissions ordinaires, de sketches, de chansons, etc.

Mais le médium fasciste moderne par excellence était le cinéma (l'un des slogans du régime disait : "la cinématographie est l'arme la plus forte") : aux journaux parlés (les "actualités"), s'ajoutaient toutes sortes de documentaires et de films de propagande plus ou moins ouverte – le tout contrôlé par un échafaudage complexe d'organismes d'aide financière et de contrôle, sous les ordres directs du *Duce*. En 1938, le régime prit le contrôle direct des studios de *Cinecittà*, près de Rome. Le sport jouait un rôle essentiel dans cette sous-culture : le régime l'utilisait pour détourner l'attention des Italiens des problèmes du pays, mais aussi pour diffuser ses valeurs, son "jeunisme", son culte de l'énergie et de la violence, et pour déchaîner les pulsions nationalistes, le tout sous le contrôle direct du Parti par l'intermédiaire d'un Comité olympique national italien qui regroupait toutes les associations sportives (les jeux olympiques de 1940 auraient dû se dérouler à Rome, la guerre obligea à les annuler). Comme toujours dans ces cas-là, les succès suivirent : l'Italie accumula les médailles.

La culture était sous la coupe d'un Institut fasciste de Culture, qui organisait des cours et des conférences, et d'une Académie fasciste distincte (et concurrente) des Académies littéraires. Il y avait des écrivains et des artistes fascistes : ainsi le journaliste et romancier Curzio Malaparte (1898-

1957), les peintres Marinetti, déjà cité, et Mario Sironi (1885-1961), issus pour la plupart des mouvements d'avant-garde de l'avant-guerre. Mais les intellectuels étaient tenus en suspencion : il était dangereux de trop réfléchir et d'insuffisamment "croire, obéir, combattre". À la fin des années 1930, le régime commença la mise à l'index systématique de toutes les œuvres "déviantes". La culture fasciste universitaire exaltait avant tout l'œuvre conquérante et civilisatrice de Rome, dont la nouvelle Italie était censée avoir repris le flambeau : fouilles et restaurations se multiplièrent, l'architecture des monuments du régime était d'inspiration volontiers antiquisante.

En somme, beaucoup de gesticulation, parfois grotesque, une symbolique bien naïve, beaucoup de propagande, souvent infantile, mais somme toute une influence assez faible sur la société italienne : rien de comparable en tout cas avec les bouleversements qui eurent lieu sous l'Allemagne de Hitler, avec le fanatisme de masse que parvint à susciter l'hitlérisme – et des résultats piteux : en 1941, l'armée italienne parvint à se faire battre par l'armée grecque... Et puis, il est évident que pour l'essentiel le capitalisme italien demeura intact : le dirigisme fasciste l'organisa et l'épaula plus qu'il ne le remit en cause ; l'autarcie économique que promouvait le régime, notamment par le biais de l'I.R.I. (*Istituto per la Ricostruzione industriale*) n'alla pas aussi loin qu'en Allemagne²⁹. Déjà à l'époque, il était évident que les Italiens ne croyaient guère à la dimension idéologique du fascisme. Le *Duce* se lamentait à l'occasion du peu de dispositions de son peuple à l'obéissance, les jeux guerriers et les grands idéaux qu'il lui proposait. L'Italie, patrie de l'opéra et de la *commedia dell'arte*, sait se moquer de ses histrions même quand elle apprécie leurs performances théâtrales ; l'hypocrisie, trait fondamental des sociétés méditerranéennes (notamment en matière de mœurs), aide à mesurer la distance entre les discours et les réalités ; les Italiens ont un sens aigu du ridicule, savent les vertus de l'ironie, et, par ailleurs, ont appris de longue date à se méfier de tous les pouvoirs. En 1929, dans *Ce que j'ai vu à Rome*, le journaliste français Henri Béraud évoquait l'interdiction par la censure d'une chansonnette aux paroles pourtant bien innocentes, parce que son succès paraissait lié moins directement à ses qualités musicales intrinsèques qu'à une discrète irrévérence des Italiens envers leur *Duce*. La ritournelle disait :

²⁹ Il est vrai que l'on pourrait soutenir, comme je le fais dans le cours sur l'Allemagne nazie (au chapitre 3), que les capitalistes italiens étaient entraînés dans des aventures qu'ils ne souhaitaient pas et ne maîtrisaient pas. Mais même les objectifs en politique extérieure de Mussolini étaient bien moins radicaux que ceux de Hitler : il s'agissait pour l'essentiel d'une reprise classique de l'impérialisme africain et circumméditerranéen, qui datait du XIXe siècle (en 1919, le libéral Orlando, représentant de l'Italie au congrès de Versailles, avait tenté de mettre la main sur la région de Smyrne en Turquie. En 1908, l'Italie avait annexé le Dodécacanèse, dans la même région ; les ambitions sur la Tunisie dataient des années 1880, et la Corse avait toujours fait l'objet d'un discours rattachiste). Tout ceci, qui s'appuyait sur des nostalgies romaines aussi anciennes que le *risorgimento*, était tour à tour acceptable pour des capitalistes à la mode de 1900, ce qu'on ne peut pas écrire des délires hitlériens concernant l'espace vital et le bouleversement complet de la carte de l'Europe.

Non t'arrabiare Faut pas t'énerver
La vita e breve... La vie est brève...

Cela ne rendait pas le régime inoffensif : les Éthopiens, gazés par dizaines de milliers en 1935-1936, étaient bien placés pour le savoir ; et puis les dérives des dernières années ne furent possibles que dans le cadre de ce qui avait été mis en place auparavant. La vie dans l'Italie fasciste n'était possible que si l'on se taisait : le totalitarisme mussolinien a peut-être été une illusion, au moins jusqu'en 1936-1938, mais la dictature, elle, était bien réelle, et sa police secrète et ses "grandes oreilles", fort efficaces. Ceux qui pensaient autrement, ceux qui étaient différents n'avaient d'autre choix que de se cacher et de filer droit³⁰. Il y eut des assassinats d'opposants et des déportations, notamment dans le pénitencier des îles Lipari, entre Naples et la Sicile, qui préfigurait dans une certaine mesure les camps de concentration hitlériens des années 1930. Beaucoup de militants antifascistes choisirent l'exil en France; ils contribuèrent à donner à l'immigration italienne ses traditions "progressistes" si caractéristiques.

B) L'U.R.S.S.

À la même époque, un autre régime se dégagait lentement du succès des bolcheviks dans la conquête du pouvoir en desherence à Petrograd à l'automne 1917. Il y eut d'abord une tentative de rupture radicale en pleine guerre civile, le communisme de guerre, puis un retour en arrière tactique, la N.E.P. ; puis, à partir de 1926, une reprise de la construction d'une société nouvelle en rupture avec l'ordre en vigueur. C'est entre 1935 et 1953, date de la mort de Staline, que ce projet fut le plus près de se réaliser : en toute (chrono)logique, cette section devrait donc se trouver dans l'un des chapitres suivants. Mais l'ambition de rupture et les grandes lignes du projet datent bien des années 1920, voire auparavant, comme le montre une analyse serrée du communisme de guerre (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 2) ; et c'est bien dès les années 1920 que les Occidentaux ont perçu l'U.R.S.S. comme un objet totalement nouveau sur la scène internationale (voyez le même cours, au chapitre 6). C'est pourquoi je me permets de faire ici le même type d'analyse synthétique que pour le fascisme : vous pouvez reconstituer le détail du chemin qui a mené du léninisme au stalinisme à partir du cours sur la Russie, aux chapitres 2 et 3.

Symétriquement de ce que j'ai écrit pour le fascisme, on peut commencer par souligner que contrairement à ce que certains ont pu croire, le marxisme-léninisme n'a rien en commun avec les socialismes marxistes réformistes et la social-démocratie. À l'époque, en tout cas jusque vers 1934, personne ou presque à gauche ne s'est fait d'illusion à ce sujet : il n'y eut pas d'aveuglement des hommes de gauche modérée sur le communisme, comparable à celui des

³⁰ Voyez à ce sujet le film d'Ettore Scola, *Une journée particulière* (1977), dont l'action se situe en 1938.

conservateurs sur le fascisme³¹. Du reste, les communistes des années 1920 couvraient d'injures les socialistes modérés, qu'ils qualifiaient d'"ours savants de la bourgeoisie" ; ils firent tout pour les empêcher d'arriver au pouvoir, notamment en France et en Allemagne. Comme je le montre dans le cours sur la France et dans celui sur la Russie, l'illusion d'une continuité d'idéologie et de projet entre social-démocratie et communisme est caractéristique de la période suivante : elle est née des Fronts populaires (1934-1939), s'est épanouie dans une partie de la gauche européenne de l'après-seconde guerre mondiale et a partiellement survécu à l'effondrement du communisme réel.

Soulignons dès l'abord la différence essentielle : les sociaux-démocrates et les socialistes étaient des réformistes, les communistes étaient des révolutionnaires. Bien sûr, à partir des années 1930 cette opposition ne fonctionne plus pour la majorité des électeurs communistes en Europe occidentale (voyez des réflexions à ce sujet dans le cours sur la France, chapitres 12 et 15 de l'ancienne version) ; mais elle a toujours fonctionné pour l'U.R.S.S. – le projet soviétique, comme le projet fasciste, a toujours été un projet révolutionnaire, un projet de rupture avec l'ordre politique, social et diplomatique existant. Je m'arrête provisoirement ici quand aux possibles parallèles entre les deux régimes : la présentation du concept de totalitarisme fera l'objet d'un paragraphe au chapitre suivant, lorsque je disposerai de l'exemple du nazisme.

1. Un mode de gouvernement en rupture avec tous les usages
 - a. L'arrivée au pouvoir (1917)
 - i. Stratégie : la manipulation des foules
 - ii. Trahison
 - iii. Le putsch d'octobre : mise en scène de la révolution. Capter la sympathie des gauches
 - b. Le maintien au pouvoir : la guerre civile
 - i. La violence, le cynisme (les décrets d'Octobre) Eliminer l'adversaire : le discours « mort aux K. » de 1918)
 - ii. L'utopie immédiate (le communisme de guerre) ; le volontarisme
 - iii. La NEP : encore de la tactique. Reprise processus rev. Après † Lénine
 - c. Le messianisme mondial et la subversion, surtout avant 1923. Le cynisme dans les alliances.

Par rapport avec l'Italie fasciste, la différence essentielle est que les bolcheviks ont bien davantage mis leurs actes en harmonie avec le radicalisme de leurs idées : ils ont beaucoup plus détruit (et reconstruit), beaucoup moins fait de théâtre, beaucoup moins conservé – sans doute parce qu'il n'était pas possible d'établir des compromis avec la Russie tsariste, mais aussi à cause de la

³¹ Je nuance cette idée au chapitre 6 du cours sur la Russie, concernant la France.

mentalité "de table rase" qui animait Lénine et ses amis. Manque aussi au régime soviétique le caractère très charnel de la propagande mussolinienne, et le jeunisme agressif de l'idéologie fasciste.

2. un projet en rupture radicale

- a. L'apport marxiste
- b. La synthèse léniniste
- c. Idéologie du groupe. Collectivisme, travail forcé ; refus du marché par "rationalisme" (Gosplan).
- d. Etat fort, le parti (la dyarchie) , les Organes ; la vassalisation des médias (mais pas tout à fait de la culture) ; en revanche, régime peu personnalisé.
- e. L'égalité des peuples : la constitution de l'URSS, l'essor des cultures nationales

Au niveau de l'idéologie, les différences sont évidemment bien plus importantes ; en particulier, le marxisme-léninisme est un internationalisme qui vomit tout ce qui peut ressembler à une patrie, à une nation. Mais la volonté de rupture avec la démocratie était tout aussi nette, et l'idée fondamentale que la violence est la seule solution possible aux problèmes du monde, que la politique (au sens de : discussion, recherche du consensus) est une absurdité, rapprochait les deux régimes, au-delà de leur détestation mutuelle, au niveau de la sensibilité fondamentale.

Au total, dès 1925, la société russe était complètement bouleversée : c'est la table rase. Le totalitarisme va pouvoir se déployer sans entraves.

III-La fragile reprise de la mondialisation économique.

Voyez notamment le cours sur les États-Unis, au chapitre 2, celui sur l'Allemagne et celui sur les problèmes monétaires au XXe siècle.

IV-Un début de contestation dans les mondes dominés et colonisés ?

France : voyez le cours, notamment au chapitre 14 (ancienne version).

- en métropole, l'anticolonialisme isolé de la SFIC
- en colonies, un changement de discours :
 - o Les Druzes,
 - o Abd-el-Krim
 - o Ho Chi Minh, etc.

L'Empire britannique atteignit son apogée en 1919, avec 33 millions de km² et 550 millions d'habitants.

En 1926, on précisa le statut des *dominions* : leur association avec Londres de faisait désormais (en principe) sur la base de l'égalité et de l'association. En 1931, le statut de Westminster réaffirma leur quasi-indépendance (seules les

modifications constitutionnelles devaient être soumises à Londres). Ailleurs, régnait l'empirisme le plus britannique : certains pays reçurent une semi-indépendance (tel l'Irak en 1922), d'autres une autonomie étendue (Ceylan), d'autres se virent doter de Conseils législatifs non élus (l'Ouganda), etc.

C'était l'Inde qui posait les problèmes les plus aigus, notamment depuis que Gandhi faisait entendre sa voix. Mohandas Karamchand **Gandhi** (1869-1948), surnommé "la grande âme" (Mahatma), était né dans le Gudjerat, dans une caste de marchands ; son père travaillait dans l'administration d'une principauté locale, dont il fut Premier ministre. Il étudia le droit en Angleterre, devint avocat ; en 1893, il décida d'aller exercer en Afrique du sud, où les Indiens émigraient nombreux à cette époque. Il y demeura jusqu'en 1914 : c'est là, dans une société hautement bigarrée mais en plein durcissement raciste (même si l'officialisation de la doctrine de l'*apartheid* ne date que de 1948), qu'il forma à la fois sa doctrine politico-religieuse et morale, laquelle devait autant aux textes sacrés hindouistes qu'à Tolstoï et à certains socialistes anglo-saxons ; et qu'il inventa un mode d'action inédit, la non-violence (« tels les moyens, telle la fin » – cette formule, qui date de 1924, constituait une critique explicite du bolchevisme). Il lutta contre des projets de loi discriminatoires. En 1894, il fonda un parti politique le Congrès indien du Natal (une province de l'Afrique du sud).

En 1916, il regagna l'Inde et prit la tête de la lutte pour l'indépendance (et dans un premier temps le statut de dominion) à la tête d'un Congrès indien. Il imposa (difficilement et jamais complètement) ses méthodes : le jeûne, la grève, la désobéissance civile ("non-coopération") plutôt que l'agitation, le complot et la violence. Il essayait aussi de poser les bases d'une économie autonome par rapport aux structures d'exploitation coloniales, en revenant à l'artisanat et à l'agriculture (ce qui l'a fait accuser de passéisme) et luttait contre les aspects selon lui négatifs de la société indienne, notamment la discrimination envers les femmes et les intouchables. Mais à la fin de la décennie le pacifisme du Congrès semblait dans une impasse face à la mauvaise volonté des Britanniques : en 1929, il y eut une vague de terrorisme. Des négociations, auxquelles Gandhi fut convié, s'ouvrirent à Londres et débouchent en 1935 sur un statut d'autonomie, le British India Act – mais Londres refusa à l'Inde le statut de dominion, réservé aux Blancs.

En marge de ce chapitre, il me faut signaler que dans les années 1920 la **Révolution mexicaine** (1910-1917) accoucha d'un régime qui annonçait par plus d'un trait les régimes tiers-mondistes nationalistes et anti-américains de la génération suivante, à une importante différence près : le régime mexicain ne se réclamait pas du socialisme, il a plutôt flirté (dans les années 1930 surtout) avec Mussolini. Il eut peu d'influence à l'étranger, mais il a largement forgé le Mexique moderne, qui est quand même la dixième puissance économique mondiale (en 2005). La chronologie de la révolution est :

1910 : éclatement de la révolution de Madero contre Porfirio Diaz.

1911-1915 : plongée dans l'anarchie et soulèvement des masses rurales : Zapata, Villa.

1915-1917 : victoire des constitutionnalistes (Carranza, puis Orozco après le renversement de Carranza en 1920) : reprise en main. La stabilisation, entamée avec la constitution de 1917, dure jusqu'en 1929, avec notamment la guérilla des Cristeros catholiques (1926-1929).

Mais Carranza et ses successeurs, qui s'étaient entendus avec une partie des leaders paysans (Zapata) et comprenaient la nécessité de composer avec le Mexique nouveau (les paysans, les métis), allèrent bien plus loin qu'une simple restauration de l'ordre contre-révolutionnaire.

Le président Calles (1924-1928) fonda un parti unique, le P.N.R. (Parti national révolutionnaire), devenu le P.R.M. (Parti de la Révolution mexicaine) en 1938, puis le P.R.I. (Parti révolutionnaire institutionnel) en 1946. Très inspiré au départ du parti fasciste de Mussolini, il a battu tous les records de maintien au pouvoir à l'époque contemporaine, puisqu'il n'a cédé la présidence qu'en l'an 2000. De même, un syndicat unique aidait à la gestion des masses urbaines, sur le modèle italien (rhabillé en "socialisme" local après 1945).

Une réforme agraire radicale, marquée notamment par l'apparition des *ejidos* (la loi sur les *ejidos* date de 1920). Les *ejidos* étaient des communautés paysannes qui possédaient collectivement leurs terres, inaliénables : c'était une manière de reconnaître l'existence collective des communautés indigènes, dont le mécontentement avait été l'un des déclencheurs de la révolution. Les *ejidos* rappellent un peu les *kolkhozes* soviétiques, un peu les *kibboutzim* israéliens ; c'est le versant mexicain de l'utopie d'une agriculture égalitaire et communautaire, si puissante au XXe siècle.

Le Mexique post-révolutionnaire se définit comme un pays métis : ce fut le premier pays d'Amérique latine, et même le tout premier pays issu de la colonisation occidentale, à tenter d'assumer ses racines indigènes (à cette génération personne en Occident ne s'intéressait aux "peuples premiers", surtout pas la gauche, en plein mythe industriel et ouvrieriste : de ce point de vue, le Mexique des années 1920 était très en avance sur son temps). L'idée était celle d'une fusion de l'élément indigène, de l'apport espagnol et de la modernité en une seule nation, revendiquée comme plurielle (cf. la reconnaissance des *ejidos*) mais en même temps une et indivisible (pas question de reconnaître des républiques autonomes indiennes, sur le modèle de l'U.R.S.S.). Dès les années 1920, une politique d'éducation très novatrice vise à intégrer les masses, indiennes et autres (mais en espagnol, évidemment).

Dans les années 1930, le président Cardenas inventa le nationalisme économique (à vrai dire, ceci aussi était passablement inspiré de l'"autarcie" fasciste. En particulier, le Mexique est le tout premier pays où le pétrole a été nationalisé (mars 1938), là aussi avec une bonne génération d'avance sur le reste du monde.

Parmi les tentatives de modernisation politique hors d'Europe, on peut aussi mentionner les tentatives d'acclimater le kémalisme en Iran et Afghanistan – Cf. le cours sur l'islam au XXe siècle.